

ARRETE DE NON OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE

Demande déposée le : 16/02/2026

Par : TERRIER Ludovic et PUGEAT Cindy

Demeurant à : 52 Impasse Mousserons à Cruzilles-lès-Mépillat (01290)

Pour : Construction d'une piscine et édification de mur clôtures

Adresse projet : 52 Impasse Mousserons Lot Tranchant à Cruzilles-lès-Mépillat (01290)
Parcelle(s) OB-1358, OB-1359, OB-1364, OB-1367

Le maire de la commune de CRUZILLES LES MEPILLAT,

Vu la déclaration préalable susvisée ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 22 mai 2023 ;

Vu la zone UH1 du PLUi et son règlement ;

Vu les pièces complémentaires et modificatives fournies le 14/03/2026 ;

ARRÊTE

Article unique : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet visé ci-dessus.

Fait à CRUZILLES LES MEPILLAT, le 26 mars 2026
Le Maire, Dominique BOYER



Caractère exécutoire de la présente décision :

La présente décision est exécutoire à compter de sa réception par le demandeur.

Contrôle de légalité :

Le dossier et la décision ont été transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et 2 du code Général des Collectivités Territoriales, soit le : 24/03/2026

Affichage de l'avis de dépôt :

Conformément aux dispositions des articles R423-6 et R424-5 du code de l'urbanisme, l'avis de dépôt de la présente demande a été affiché en mairie pendant toute la durée d'instruction et à compter du : 24/03/2026

NB - Fiscalité : La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe aménagement et d'une redevance d'archéologie préventive. Elles seront exigibles à la date d'achèvement des opérations imposables (date à laquelle la construction est habitable ou utilisable) en application de l'article 1406 du code général des impôts.

Le bénéficiaire devra déclarer les caractéristiques de son bien dans les 90 jours de son achèvement sur le service "gérer mes biens immobiliers" disponible sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr.

NB - Piscine familiale : Le pétitionnaire devra, avant remplissage, contacter le service gestionnaire du réseau d'adduction d'eau publique. Un disconnecteur sera installé pour éviter les phénomènes de retour d'eau. L'eau de vidange du bassin sera déversée soit par l'intermédiaire du réseau d'eaux pluviales, soit directement vers le milieu naturel. Dans le cas d'un assainissement de type individuel, la piscine devra être implantée à plus de 3 m du dispositif. Par ailleurs, il est rappelé au maître d'ouvrage que la piscine devra se conformer aux prescriptions du code

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Voies et délais de recours :

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux à adresser à l'auteur de la présente décision dans un délai de 1 mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article L. 600-12-2 du code de l'Urbanisme. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. L'exercice de ce recours gracieux ne proroge pas le délai de recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, la déclaration préalable est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 du Code de l'Urbanisme, est disponible à la mairie, sur le site internet www.service-public.fr ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommage-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Achèvement des travaux :

A l'achèvement des travaux le bénéficiaire adresse au Maire, en trois exemplaires, une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (le modèle de déclaration est disponible à la mairie ou sur le site internet www.service-public.fr).

L'administration dispose d'un délai de 3 mois porté à 5 mois en cas de récolement obligatoire, à compter de la réception en mairie de la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux, pour effectuer un contrôle sur site et contester la conformité des travaux.

Service Assainissement
10 Rue de la Poste
01290 PONT DE VEYLE
03 85 23 90 15

AVIS SOLLICITE SUR DEMANDE D'URBANISME

Rappel du n° de dossier : DP00113626C0006

Dossier instruit par : Vincent GRANGER

NOM DU PETITIONNAIRE : TERRIER Ludovic et PUGÉAT Cindy

Adresse du pétitionnaire : 52 Impasse des Mousserons – 01290 CRUZILLES-LES-MEPILLAT

Adresse du projet : 2710 Route de Rétissage – 01290 BIZIAT – Parcelles B 1358, 1359, 1364

Nature du Projet : Création d'un pool house et d'une piscine

➔ AVIS FAVORABLE

1 – ASSAINISSEMENT

Eaux usées – Prescriptions

L'habitation est desservie par un réseau d'assainissement et est, normalement raccordée au réseau d'assainissement.

Si des points d'eau sont créés, ils devront être raccordés sur le réseau privé existant.

Le réseau public d'assainissement est suffisamment dimensionné pour collecter des eaux usées supplémentaires.

Pour rappel, il est strictement interdit de rejeter les eaux de vidange d'une piscine dans le réseau d'assainissement.

2 – MODALITES D'INTERVENTION SUR LES BRANCHEMENTS

Aucune intervention sur notre réseau n'est à prévoir pour ce projet. Il n'est pas nécessaire de faire une demande de branchement auprès du service assainissement/

3 – PARTICIPATION AU FINANCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PFAC)

La création d'un pool house et d'une piscine ne sont pas soumis au paiement d'une PFAC.

La directrice de l'Eau et de l'Assainissement,
Anne-Sophie BUELLET

